

000,000, et autant que je puis voir il faudra encore dépenser en plus \$80,000,000. Je ne crois pas qu'un seul membre de cette Chambre puisse sérieusement prétendre que la division de l'est du Transcontinental va nous coûter un seul dollar moins que \$200,000,000. Il nous faudra donc contribuer \$25,000,000 pour cela cette année, et \$25,000,000 par année durant quelques années encore. Nous avons hérité de l'entreprise, et il n'y a aucun doute qu'il nous faut la terminer.

Puis il y a encore "l'appoint". Mon honorable ami de Hamilton (M. Barker) sait mieux que tout autre membre de cette Chambre ce qu'il faut entendre par ce mot "appoint". Il a attiré là-dessus l'attention dans le temps où l'entreprise a été adjugée, mais on ne tint pas compte de son avis, et qu'est-il arrivé? Il nous a fallu porter à un compte spécial pour l'exercice 1911-12 rien moins que \$5,000,000 à titre d'appoint. Je crois que mon honorable ami aurait pu dire que c'était là un poupon plutôt embarrassant à nous mettre sur les bras.

Nous avons dû en prendre soin et je crains que le poupon ne devienne un poupon de \$10,000,000 avant que nous nous tirions d'affaires. Nous en prendrons bien soin; cependant, nous n'aimons pas qu'on nous tienne responsables de ce poupon parce qu'il ne nous appartient pas.

Que dire du pont de Québec. Dans le budget principal figure une somme de \$3,000,000 pour cette entreprise. A qui la faute? Je n'aime pas à en parler autrement qu'avec gravité à cause de la calamité qui a causé tant de pertes de vie. Néanmoins, l'éroulement de ce pont fait supposer qu'il y a eu négligence quelque part. Il a fait perdre au pays cinq à six millions de dollars, outre le coût d'un nouveau pont sur le Saint-Laurent. Ce sont là des legs de l'ancien Gouvernement. Ne croit-on pas qu'on devrait nous en tenir compte? Mon honorable ami veut rejeter tout le blâme sur nous; nous acceptons la part de responsabilité qui nous revient; mais lorsque nous échoïent en partage de tels legs de l'ancien Gouvernement, celui-ci devrait, il me semble, assumer sa part de responsabilité à l'égard de ces dépenses qui lui sont directement attribuables.

Examinons maintenant quelques-uns des chapitres de la dépense nouvelle dont nous sommes responsables. Le malheur des députés de la gauche c'est qu'ils croient que le pays s'est arrêté net le 24 septembre dernier. Ils pensent que le pays est mort parce que l'ancien Gouvernement n'est plus; cependant, le pays n'a jamais été plus vivant qu'aujourd'hui; jamais il n'a été plus prospère.

Le ministère actuel faillirait à son devoir d'une façon insigne s'il cessait de faire

M. WHITE (Leeds).

face à l'énorme accroissement de la dépense que le pays exigera pendant des années encore. Nous donnons aux provinces des subventions se chiffrant pour \$500,000 pour favoriser l'agriculture. Je me demande ce que les provinces penseront de la conduite des membres de la gauche qui nous reprochent cet acte ouvertement et implicitement. Nous accordons aux provinces des subventions s'élevant à \$1,000,000 pour l'établissement et l'amélioration des grandes routes. Bien que l'honorable député n'approuve pas cette dépense et qu'une autre Chambre puisse blâmer cet emploi d'un million de dollars, la population canadienne l'approuve, et je me fais fort de dire que mon honorable ami s'en apercevra en temps et lieu.

Nous avons mis \$1,000,000 de côté pour la construction d'édifices administratifs à Ottawa. Personne ne trouvera sérieusement à redire à cette dépense. Nul n'ignore que nous manquons d'espace et que nous devons construire des édifices en prévision de l'avenir comme pour les besoins présents. Nous avons aussi attribué \$1,000,000 à la construction d'un édifice fédéral à Londres, afin que ce grand pays y soit dignement représenté; cela est aussi de la prévoyance.

Vient ensuite le chemin de fer de la baie d'Hudson. En accusant le ministère d'extravagance, l'honorable député nous blâme implicitement parce que nous nous proposons de dépenser \$3,000,000 pour la construction de cette voie ferrée. Il ne le dit pas en propres termes. Il se déclarerait probablement en faveur de cette entreprise, et j'admettrai que c'est là le sentiment qui l'anime. Je veux lui rendre justice. Pour faire face aux exigences des travaux publics que j'ai énumérés, il nous faut dépenser de l'argent. On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs et on ne saurait construire des chemins de fer sans déboursier de l'argent. On croirait que cela saute aux yeux; cependant mon honorable ami semble penser que nous devons accomplir ces choses sans porter la dépense à un chiffre plus élevé que celui de l'an dernier.

Je parlerai maintenant d'autres améliorations publiques. Mon collègue, le ministre du Commerce, demande l'ouverture d'un crédit de \$1,500,000 pour la construction, l'achat ou la location d'élévateurs de tête de ligne aux termes de la loi des grains qu'il a déposée à cette session. Y a-t-il un député de la gauche qui fera une faute grave au Gouvernement d'avoir tenté de remédier à la situation qui règne dans l'Ouest en fournissant des facilités d'entrepôt? Pourtant, ce sont là quelques-uns des objets pour lesquels la gauche nous reproche de grossir la dépense. Nous mettons aussi de côté \$250,000 pour le canal Welland et \$100,000 pour la rivière des Français.